PLAN RÉGIONAL DE SOUTIEN DES COLLECTIVITÉS AUX USAGES NUMÉRIQUES

AIDE À LA CRÉATION OU À L'EXTENSION DE LA VIDÉOPROTECTION SUR L'ESPACE PUBLIC

Délibérations initiales N° 21SP-1498 (23 juillet 2021), N° 21CP-1850 (19 novembre 2021)

Délibérations modificatives N° 23CP-1042 (7 juillet 2023), N° 24CP-1159 (21 juin 2024) Direction du Territoire Numérique (DTN)

Le présent dispositif est applicable sous réserve qu'il ne fasse pas obstacle à l'application du droit européen et du droit national.

► OBJECTIF

La sécurité publique est une mission régaliennne assurée en liaison avec les maires, qui sont souvent en première ligne.

La Région Grand Est assume d'ores et déjà des engagements en faveur de la protection de nos concitoyens, en ce qui concerne les accès aux lycées et dans les transports collectifs régionaux, mais souhaite élargir son périmètre d'intervention à la protection de l'ensemble des biens régionaux et à leurs usagers, en **accompagnant ainsi les communes ou les intercommunalités dans la mise en place de dispositifs de vidéoprotection, afin de contribuer à la protection et à la préservation de l'intégrité des équipements régionaux et de leurs usagers, ainsi que d'équipements publics propriétés d'autres collectivités dont la Région a soutenu financièrement la construction ou la réhabilitation.**

A cet effet, la Région Grand Est porte, soutient et accompagne des projets dont la synergie concourt à la résilience des territoires. La résilience se définit « comme la volonté et la capacité d'un pays, de la société, et des pouvoirs publics à résister aux conséquences d'événements graves, puis à rétablir rapidement leur fonctionnement normal, à tout le moins dans des conditions socialement acceptables ». [...] (source : Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 2013).

À l'heure où les menaces de toute nature à l'encontre des personnes, des biens, des données et des institutions doivent être prises en compte, la coopération est plus que jamais nécessaire entre les acteurs locaux et nationaux.

► PERIODE D'ELIGIBILITE

Les présentes dispositions entrent en vigueur dès leur vote par l'assemblée régionale, de manière rétroactive en complément des dispositions déjà adoptées le 7 juillet 2023, de **manière permanente sur la durée du mandat régional**. La demande d'aide peut être déposée sur la plateforme de télé-service de la Région tout au long de l'année.

La date d'éligibilité des dossiers est ainsi fixée au 7 juillet 2023.

► BENEFICIAIRES

L'ensemble des communes ou, lorsqu'il exerce la compétence relative aux dispositifs de prévention de la délinquance (au sens des articles L132-13 et suivants du Code de la sécurité intérieure) un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou un syndicat mixte (défini à l'article L5711-1 ou L5721-8 du Code général des collectivités territoriales), situé sur le territoire de la Région Grand Est.

Dans le cas d'un groupement de commande / d'achat, constitué entre plusieurs collectivités, l'éligibilité est à comprendre au niveau de la collectivité qui exerce la compétence relative aux dispositifs de prévention de la

délinquance (par défaut la commune). La subvention régionale sera instruite au niveau du seuil éligible pour cette collectivité, puis ventilée selon les dépenses engagées par chaque collectivité partenaire. Ainsi, *par exemple*, si chaque commune-membre du groupement d'achat réalise les investissements en caméras, mais une seule collectivité porte la charge du serveur / centre de supervision, la subvention régionale sera globalement instruite au périmètre et au prorata de chaque commune, mais versée selon les dépenses réalisées d'une part aux communes pour les caméras, d'autre part à la collectivité identifiée pour le serveur.

► PROJETS/ACTIONS ELIGIBLES

Les projets éligibles portent sur la création d'un dispositif de vidéoprotection, ou sur l'extension d'un dispositif existant, comprenant des caméras sur la voie publique, en application des textes réglementaires (en particulier l'article L251-2 du Code de la sécurité intérieure), **aux conditions suivantes**.

Le périmètre de couverture du dispositif de vidéoprotection doit concourir à la protection des biens régionaux (ainsi que des équipements publics dont elle a participé financièrement à la construction ou à la rénovation) **et à l'intégrité physique de leurs usagers** ; à cet effet, **le champ de vision d'une ou plusieurs caméras faisant l'objet de la demande d'aide régionale permettra de surveiller et de protéger les biens régionaux comme leurs usagers**.

Par biens régionaux il convient d'entendre l'une des catégories suivantes :

a. **Les réseaux d'initiative publique de fibre optique** Losange et Rosace, portés directement par la Région Grand Est, ainsi que le réseau d'initiative publique Moselle Fibre (soutenu financièrement par la Région) ou des réseaux infra-départementaux (également soutenus par la Région). Ces réseaux ne sont pas aujourd'hui classés point d'importance vitale (PIV) fournissant des services indispensables à la vie de la Nation et la vidéoprotection pourra contribuer à la lutte contre les actes de malveillance, en particulier par installation de caméras sur l'espace public concourant à la surveillance des intervenants sur les sous-répartiteurs optique (SRO - *armoires de rue*) et dans les nœuds de raccordement optique (NRO) ;

b. **Les services publics de transport collectif** (réseau Fluo) placés sous l'autorité organisatrice de la Région ou délégués par elle à une autre collectivité : gares ou haltes ferroviaires et leurs abords, arrêts de transport régulier interurbain ou scolaire, arrêt de transport à la demande ;

c. **Les abords de bâtiments régionaux** ou d'établissements d'enseignement dont la Région assure la gestion immobilière ou dont elle assure un financement important (par exemple universités, centres de formation des apprentis, maisons familiales et rurales, etc.) ;

d. **Les abords des lieux d'intérêt culturel et d'équipements sportifs** qui accueillent une activité relevant de la compétence de la Région.

L'aide régionale s'étend aussi aux enjeux de prévention des risques en tant que chef de file (article L.1111-9 du code général des collectivités territoriales), afin d'organiser les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives à l'aménagement et au développement durable du territoire, à la protection de la biodiversité, au climat, à la qualité de l'air et de l'énergie, **dans une logique de résilience territoriale**.

Le dispositif de vidéoprotection utilisera nécessairement une connectivité filaire, conformément aux « recommandations sur la sécurisation des systèmes de contrôle d'accès physique et de vidéoprotection » établies par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI / 4 mars 2020) ; **la mise en place de cette connectivité filaire s'entend** comme suit :

a. Pour les **communes relevant du périmètre des réseaux d'initiative publique Losange et Rosace**, par la **souscription à une offre dite « groupe fermé d'utilisateurs (GFU) »** auprès des deux opérateurs Losange ou Rosace, afin de disposer d'un réseau fibre dédié aux différents usages (et non limité à la vidéoprotection) selon un catalogue tarifaire et de service adopté par la Région Grand Est. Pour les territoires des intercommunalités dont une partie du périmètre n'est pas couvert par les réseaux Losange ou Rosace, les collectivités ont cependant la possibilité de recourir à ces réseaux dans le cadre d'une activité accessoire autorisée par la Région Grand Est.

b. Pour **les collectivités intégralement situées en-dehors de ces deux périmètres**, par le déploiement d'un réseau de fibre optique propriété du porteur du projet et dédié au dit projet. Il faut entendre par réseau de fibre optique privatif et dédié, une BLOD (boucle locale optique dédiée) affectée aux seuls usages de la collectivité (vidéoprotection, interconnexion entre bâtiments en particulier) ou une fibre relevant d'un droit irrévocable d'usage (*ou IRU – Indefectible Right of Uses*) qui permet à une collectivité d'acquérir des droits d'usages exclusifs pour une durée déterminée. Il ne s'agit donc pas d'une fibre optique louée à un opérateur commercial avec une activation unitaire (connexion internet notamment).

► DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses éligibles comprennent :

1. L'acquisition et la pose de caméras de vidéoprotection et le cas échéant de mâts-supports, ainsi que le raccordement à un réseau d'électricité sans travaux de génie civil ;
2. La mise en œuvre d'une connectivité filaire avec le raccordement des caméras à la fibre optique :
 - a. Par souscription à une offre de groupe fermé d'utilisateurs (GFU) en fibre optique (1), c'est-à-dire l'investissement dans une boucle locale optique dédiée (BLOD) du porteur du projet avec l'un des concessionnaires Losange ou Rosace, permettant non seulement de raccorder toutes les caméras, mais également d'assurer l'interconnexion des bâtiments et le cas échéant avec une unité des forces de l'ordre ou un centre de supervision urbain (CSU) ;
 - b. Par déploiement, pour les territoires hors périmètres de Losange et Rosace, d'une fibre optique dédiée (ou à défaut d'un câblage sécurisé de type informatique) ;
3. Les matériels informatiques nécessaires au stockage des vidéos (PC, serveurs, etc.) et les logiciels de gestion du système mis en oeuvre, ainsi que les logiciels d'aides à la décision ou de levées de doute.

Ne sont pas éligibles :

- Les dépenses d'investissement et/ou de fonctionnement liées à l'extension du réseau électrique, à l'exception du seul raccordement à l'électricité ;
- Les dépenses d'investissement et/ou de fonctionnement liées aux travaux de génie civil, à l'exception de la pose éventuelle d'un mât support de caméra ;
- Les dépenses de fonctionnement liées à des locations diverses, aussi bien dans le cadre de l'installation du dispositif (frais d'installation / de repli de chantier, locations d'équipements divers), que dans sa gestion courante (consommations d'énergie, communications électroniques, licences logiciels, occupations de terrain, etc.),
- Les frais de formation du personnel,
- Les frais d'exploitation du dispositif de vidéoprotection, de maintenance des équipements ou de mise à jour des logiciels.

(1) Concernant les frais de raccordement des caméras au réseau fibre et le cas échéant du local de surveillance, la Région Grand Est subventionne directement cette opération aux délégataires Losange et Rosace, au même titre que le raccordement des locaux à usage d'habitation ou professionnel. Cette prise en charge par la Région concerne exclusivement les communes relevant du périmètre contractuel des deux réseaux d'initiative publique très haut débit

► COFINANCEMENT ET AUTRES DISPOSITIONS FINANCIERES

L'aide régionale intervient en co-financement du projet (selon les modalités précisées ci-après) ; le demandeur pourra potentiellement être soutenu en priorité par l'Etat au titre de sa mission régalienne (au titre du FIPD – Fonds interministériel de prévention de la délinquance ou de la DETR – Dotation d'équipement des territoires ruraux).

En application de l'article L1111-10 du Code général des collectivités territoriales, le porteur du projet, sauf dérogation accordée par le représentant de l'Etat dans le département, doit assurer une participation minimale de 20% des dépenses éligibles présentées dans le plan de financement.

Le présent dispositif est **non cumulable avec d'autres dispositifs régionaux**. En outre, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, un délai de 5 ans (60 mois) est appliqué, à compter de la date de la décision d'attribution de la subvention, pour la réalisation de l'opération et la transmission des pièces justificatives permettant de solder le versement de l'aide.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Nature : *Subvention*
Section : *Investissement*

- 1- **Le taux de l'aide régionale** pour les usages numériques de vidéoprotection est fixé à :
 - a. **50% maximum du montant total HT des dépenses éligibles en cas de création** d'un dispositif de vidéoprotection,

NB : la transformation d'un réseau existant composé de caméras à connexion hertzienne, par un dispositif de connexion par fibre optique (dans le cadre d'une offre GFU Losange et Rosace ou d'un réseau fibre optique privatif et dédié) est assimilé à une création.

- b. **30% maximum du montant total HT des investissements éligibles dans le cas d'une extension** d'un dispositif existant de vidéoprotection.
- 2- Le plafond de l'aide régionale, qui peut être mobilisé sur plusieurs exercices dans la durée du mandat régional (2021-2028) en cas de projet déployé par tranches successives, est fixé à :
 - a. **40 000 €** pour un projet porté par une commune ;

NB : ce plafond est également appliqué en cas de groupement de commande / d'achat, sans exercice de la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance (au sens des articles L132-13 et suivant du CSI) ;

- b. **60 000 €** pour un projet porté par un EPCI à fiscalité propre ou un syndicat mixte (tel que défini aux articles L5711-1 ou L5721-8 du CGCT), dans le cadre de l'exercice de la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; le plafond indiqué est fixé par commune concernée par le projet ;
 - c. Une majoration de **20 000 €** du plafond fixé ci-dessus en b. sera appliqué lorsque le dossier concerne un projet de « territoire de sécurité » (initié par l'Etat) et mis en œuvre par une structure dédiée ; ce type de projet ne s'inscrit pas dans le cadre d'un contrat local de sécurité mis en œuvre par l'Etat et des collectivités.
- 3- La Région Grand Est subventionnera directement Losange et Rosace pour les frais de raccordement des caméras à la fibre dans les communes relevant du périmètre des délégations de service public Losange et Rosace (au même titre que les raccordements des bâtiments).
- 4- Ne sont pas recevables, les projets non déposés sur la plateforme de télé-service et dont les dépenses ont été engagées avant le 7 juillet 2023.

► MODALITES DE DEMANDE D'AIDE

Le dossier doit obligatoirement être déposé en ligne depuis le **portail des demandes d'aides de la Région Grand Est** :

[Lien vers le portail des demandes d'aides de la Région Grand Est](#)

Comment déposer une demande de subvention sur le portail des Aides de la Région Grand Est ?
[Mode d'emploi de dépôt de l'outil en ligne](#)

Les **pièces suivantes seront demandées** pour constituer le dossier :

1. **Une délibération de l'assemblée délibérante compétente**, approuvant le projet, précisant son montant HT des dépenses éligibles, le montant du soutien attendu de la Région (et le taux d'aide correspondant), le cas échéant le montant du soutien d'autres partenaires sur le montant total des dépenses éligibles (et le taux

d'aide correspondant) et le montant d'autofinancement (au minimum 20% sauf dérogation du représentant de l'Etat) ;

2. Une note de contexte intégrant des éléments descriptifs sur les faits de délinquance constatés (dont les statistiques du secteur si elles sont disponibles), **et/ou tout autre élément de diagnostic établi en lien avec les forces de l'ordre** (police et gendarmerie, selon la zone) ayant motivé la décision d'installation / extension d'un système de vidéoprotection ;

3. Une note explicative du projet intégrant :

- Une description de l'opération,
- Un plan de situation (détail des emplacements des caméras, leur champ de vision et leur finalité) **permettant d'apprécier la zone de couverture des biens régionaux installés dans la commune,**
- Le descriptif du matériel utilisé :
 - Type de caméra, matériel informatique de stockage des données incluant pour chaque équipement leur consommation énergétique,
 - Logiciels de levée de doute.
- Le nombre de caméras faisant l'objet de la demande de subvention, précisant pour chaque caméra, le type de raccordement par fibre optique des caméras mis en œuvre avec les modalités de raccordement à la fibre optique, soit par GFU Losange ou Rosace dans les communes concernées d'un EPCI desservi par l'un de ces réseaux, soit par une fibre optique privative et dédiée (le demandeur présentera pour ce faire le réseau mis en œuvre) ;
- L'arrêté préfectoral autorisant le dispositif ou à défaut pour les projets nouveaux de caméras sur la voie publique, une copie du formulaire de demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection (CERFA 13806*03, <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R13984>) complété, daté et signé par le bénéficiaire, ou à défaut, un état de la démarche engagée auprès de l'Etat pour l'obtention de l'autorisation de création ou d'extension du système de vidéoprotection ;

4. Un calendrier prévisionnel de la réalisation indiquant :

- La date de début des opérations,
- La date de fin de l'ensemble des opérations correspondant à la date d'acquittement de l'ensemble des dépenses éligibles.

5. Les devis détaillés (ou pièces de marchés) correspondants aux dépenses éligibles présentées et le cas échéant, le devis correspondant à l'offre de type GFU sur l'un des réseaux d'initiative publique très haut débit Losange ou Rosace ;

6. Un plan de financement de l'opération rappelant le montant des dépenses éligibles et faisant apparaître le montant de la subvention régionale, les autres subventions attendues ou obtenues (notamment FIPD, DETR, réserve parlementaire...), ainsi que le montant de l'autofinancement ;

7. Dans le cas d'une demande déposée par un EPCI qui exerce la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance ou d'un syndicat mixte tel que défini aux articles L.5711-1 ou L.5721-8 du CGCT, la copie de l'accord de la commune d'implantation (article L132-14 du CSI) ;

8. Un relevé d'identité bancaire (RIB) de la commune / EPCI / syndicat mixte.

Les projets dont les dépenses ont été engagées avant 7 juillet 2023 sans avoir fait l'objet d'un dépôt du dossier sur le portail des demandes d'aides ne sont pas recevables.

Le demandeur pourra engager son projet dès le dépôt du dossier sur le portail des demandes d'aides de la Région Grand Est, **sans attendre l'attribution éventuelle de l'aide régionale.**

► DÉLAIS D'INSTRUCTION ET DE DÉCISION

Le délai moyen d'instruction technique et de décision de l'assemblée délibérante du conseil régional est de 6 mois.

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien de la Région Grand Est dans tout support de communication et à respecter les modalités précisées dans la décision attributive de subvention.

Pour faire apparaître le logo de la Région Grand Est sur vos supports de communication – numériques ou papier, il convient de télécharger le logo dans ses différents formats ainsi que sa charte d'utilisation. : <https://www.grandest.fr/fonctionnement-de-la-region/identite-graphique/>

► MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les projets seront soutenus après instruction et **approbation en Commission Permanente du Conseil Régional**.

Les modalités de versement de la subvention régionale sont les suivantes : **versement unique, après service fait**, sur présentation d'un **état récapitulatif des dépenses et des recettes** visé par le représentant légal et certifié par l'agent comptable du maître d'ouvrage et d'une **copie des factures correspondantes**.

► SUIVI - CONTROLE

L'utilisation de l'aide octroyée fait l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

► DISPOSITIONS GENERALES

L'instruction ne débute que si le dossier est complet.

- Le versement d'une aide ne constitue en aucun cas un droit acquis. La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, la Région conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet.
- L'aide régionale ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.

L'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits votés.